

L'Institut de l'économie pour le climat

I4CE EN CHIFFRES

25 
Collaborateurs

40+ 
Événements par an

30+ 
Publications par an

5000+ 
Followers sur Twitter

+6 000 
Abonnés
à la newsletter

NOTRE MISSION

L'Institut de l'économie pour le climat est une association experte de l'économie et de la finance, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.

Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques liées au climat. Il rend aussi publiques des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement

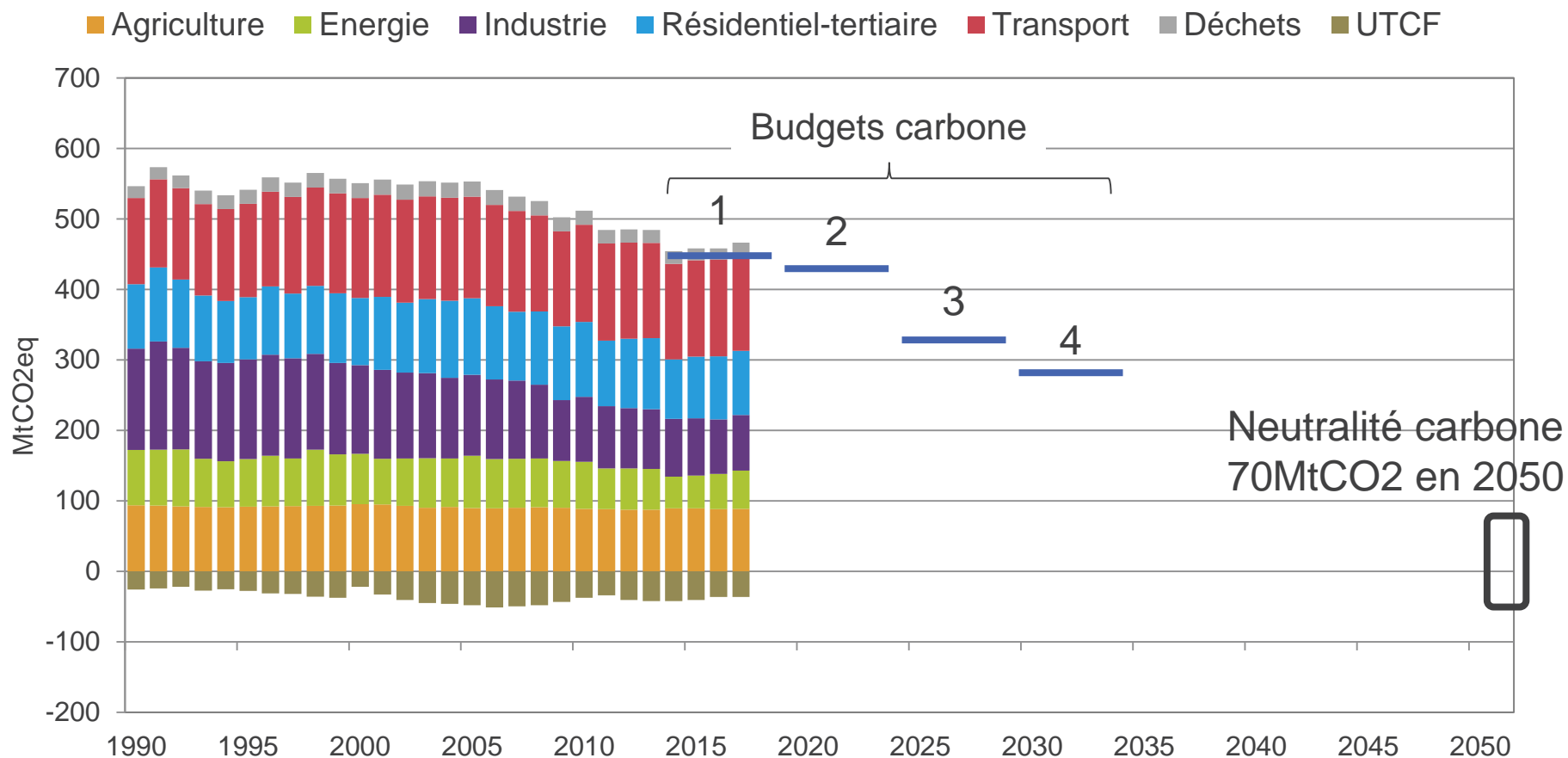
Comment financer l'action climat dans le plan de relance français ?

Hadrien Hainaut, Maxime Ledez, Louise Kessler

13 novembre 2020

La stratégie nationale vers la neutralité carbone fixe des budgets d'émission par secteur et par période de cinq ans

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN FRANCE
(SOURCE: CITEPA, INVENTAIRE NATIONAL, SNBC)



Exemples : estimation détaillée des besoins d'investissement

(en 2023)

■ SNBC & scénario référence ■ documentation ■ hypothèse I4CE

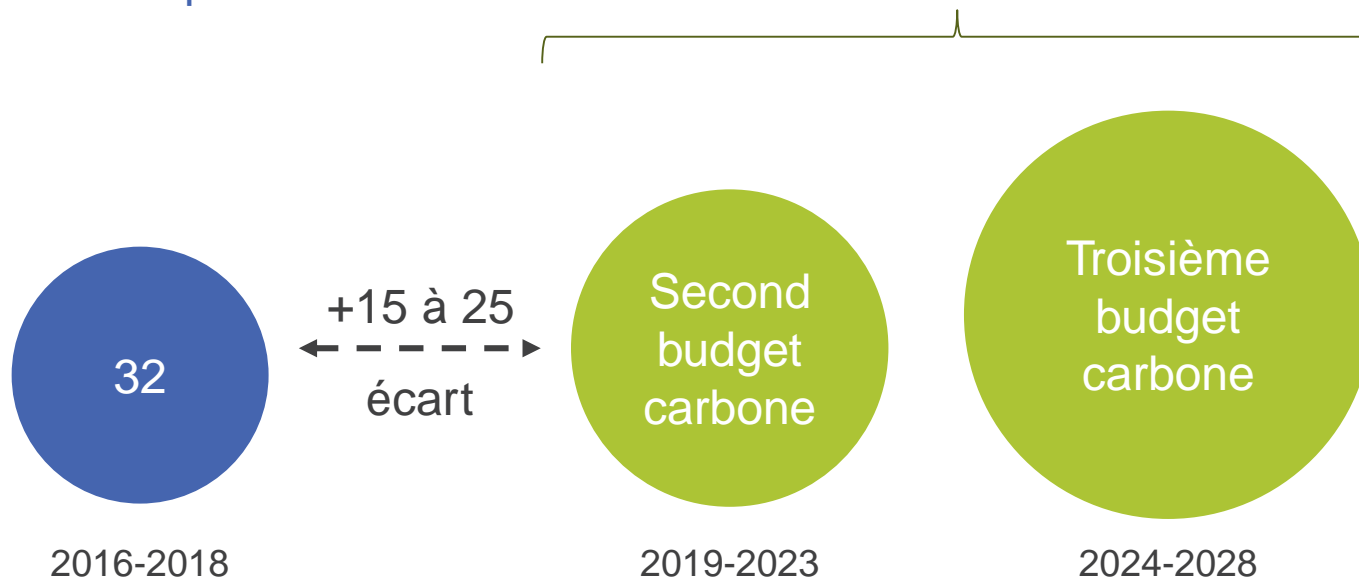
Bâtiments	467,000 rénovations complètes-équivalentes × 16 à 49k€ par logement	=16 milliards d'euros
Véhicules	123,000 voitures électriques × 31k€ par véhicule	= 9,7 milliards d'euros
Eolien terrestre	2400 à 2700 MW installés × 1200 à 1300€ par kW	= 2,9 to 3,5 milliards d'euros
Réseau ferré	poursuite de l'effort actuel de régénération	= 4 milliards d'euros
	mise en œuvre du scénario n°2 du Conseil d'orientation des infrastructures (COI)	= 0,8 milliard d'euros
Réseaux de chaleur	raccorder 169,000 équivalent-logements × 1700€ par équivalent-logement	= 0,3 billion euros

Dès avant la crise, la France n'investissait pas assez pour atteindre ses objectifs en matière de climat

Investissements en faveur du climat en France
(efficacité énergétique, énergies renouvelables, infrastructures durables)

Historique

Objectif national : neutralité carbone



En milliards d'euros par an

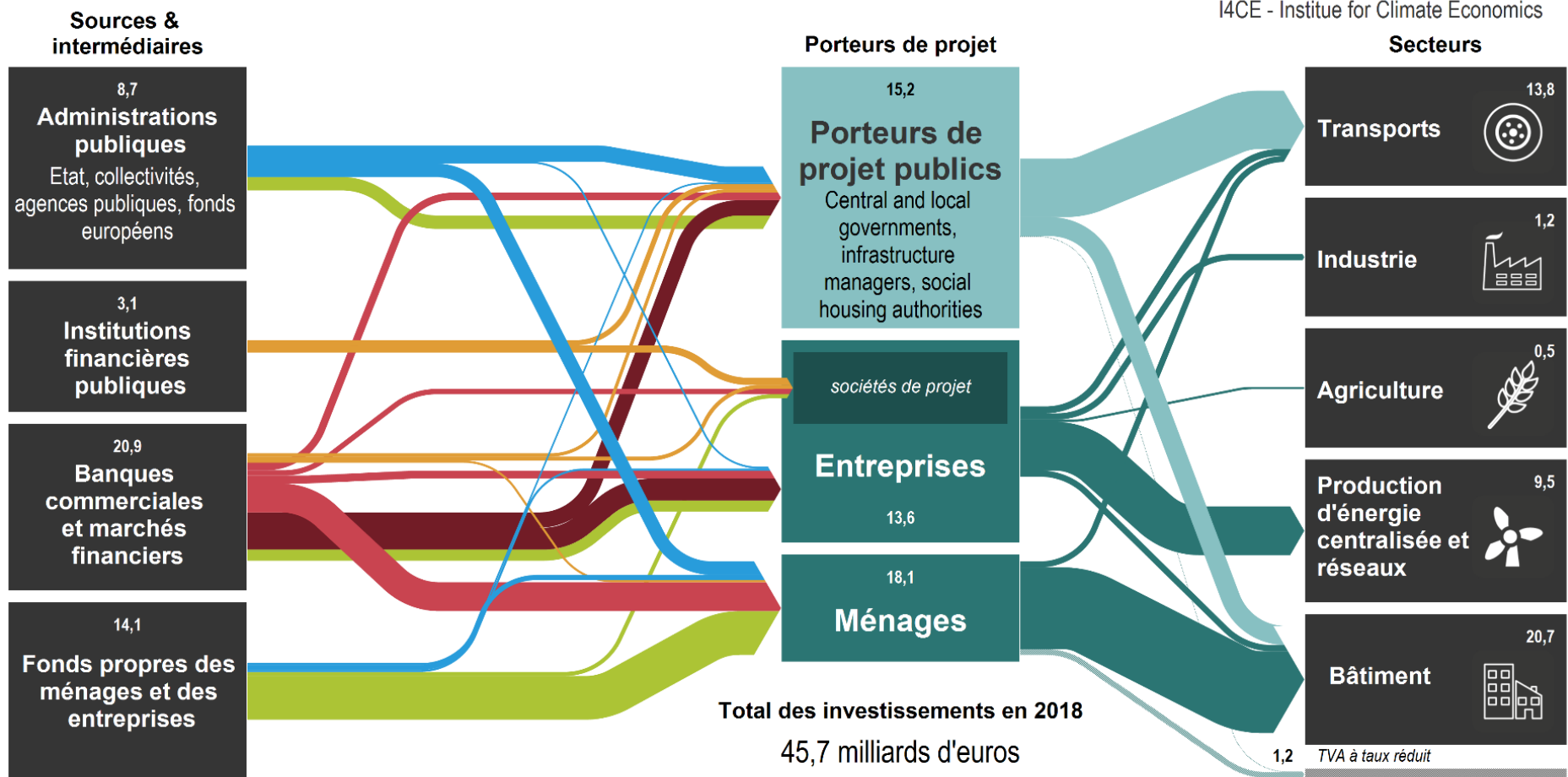
Source: I4CE, Panorama des financements climat, édition 2019

Les budgets carbone sont définis dans la Stratégie nationale bas-carbone (avril 2020)

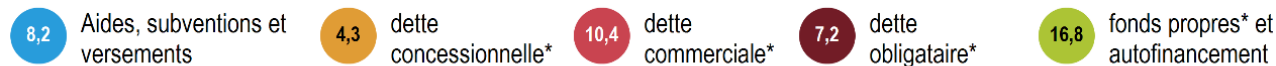
Qui entreprend, et qui finance les investissements climat ?

Panorama des financements climat en 2018

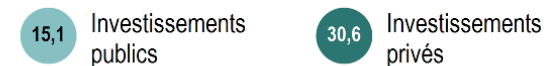
En milliards d'euros courants
I4CE - Institute for Climate Economics



Instruments de financement



Investissements

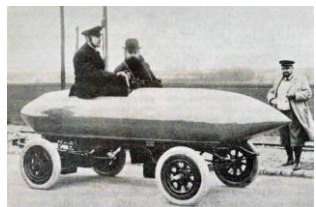


* y compris financement par le bilan des entreprises

Un financement public additionnel de 9 Mds€/an suffirait à garder le cap sur les objectifs



- Des aides, des prêts et un accompagnement de A à Z pour les ménages qui entreprennent des rénovations globales et performantes ;
- Un bonus automobile renforcé pour les voitures électriques des particuliers, des bornes de recharge en accès libre financées par l'Etat et les collectivités ;
- Des budgets pour un réseau ferroviaire, des transports en commun rénovés et étendus vers la périphérie des villes, davantage de pistes cyclables ;
- Des aides et des prêts pour encourager la production **d'électricité, de gaz et de chaleur renouvelables**



Pour déclencher 23 milliards d'euros d'investissements supplémentaires

Equilibres à court terme et à moyen terme

Une impulsion publique cruciale, modeste et sans regrets (+9mds€/an)

- Cruciale car sans elle les projets ne verront pas le jour
- Modeste, grâce aux effets de levier
- Sans regret : des co-bénéfices attendus sur l'activité, l'emploi, le solde commercial, la qualité de l'air

Le véritable enjeu pour les finances publiques est à moyen terme (+22 mds€)

- de plus en plus de projets,
- certains se passent d'aides publiques, d'autres en ont davantage besoin (ex: précarité énergétique)
- toujours des bénéfices, mais un financement qui fait débat

En milliards d'euros par an	Historique 2016-2018	Court-terme → 2023	Moyen-terme → 2028
Financement public Investissements directs, subventions, prêts concessionnels, accompagnement et réglementation	15	23 (+9)	37 (+22)
Effet de levier sur les financements privés Prêts commerciaux, obligations, fonds propres	22	36	60
Total des investissements climat	32	54	89
Rémunération de la production d'ENR	5	6	9

Des besoins de financement sous-estimés ?

Du côté des investissements

- Secteurs non couverts : agriculture, alimentation, industrie, nucléaire, R&D, adaptation...
- Bientôt des objectifs de court-terme plus ambitieux que ceux de la SNBC ? Ex: -55% en 2030 comme le propose le Parlement européen

Du côté des effets de levier

- La crise réduit les capacités financières des porteurs de projet

Du côté des co-bénéfices

- Les mesures seront-elles déployées à temps pour contribuer à la relance (emploi, activité) ?

Les difficultés financières des porteurs de projet

Porteur de projet	Impliqué dans..	Difficultés rencontrées
Opérateurs de transport et autorités organisatrices de la mobilité	Infrastructures TCU Autobus bas-carbone	Les recettes du versement mobilité ont baissé pendant la période de confinement car les salariés en chômage partiel ne font pas partie de l'assiette. Les recettes du trafic ont baissé pendant la période de confinement et restent en-dessous de leur niveau historique depuis.
Agence de financement des infrastructures de transport (AFITF)	Infrastructures TCU et ferroviaires	Les recettes de la TICPE et la taxe sur les billets d'avion, affectées à l'agence, sont en baisse en raison des déplacements annulés pendant la période de confinement.
Energéticiens et leurs filiales développant les énergies renouvelables	Energies renouvelables (électricité, gaz, chaleur)	Le prix des énergies a baissé pendant la période de confinement, privant ces entreprises de recettes sans effacer une partie des charges correspondantes. Toutefois, les revenus des producteurs d'énergies renouvelables sont globalement préservés.
Gestionnaires des bureaux tertiaires	Rénovation des bâtiments tertiaires	Le recours durable au télétravail risque de réduire la demande pour les espaces de bureaux.
Collectivités territoriales	Rénovation des bâtiments publics, véhicules bas-carbone	Plusieurs recettes fiscales devraient baisser en 2021, notamment celles sur les transports (TICPE) et sur l'activité.
Bailleurs sociaux	Rénovation des logements sociaux, construction	La perte d'activité et d'emplois se traduirait par une hausse des loyers impayés.
Agriculteurs	Méthanisation	Les produits labellisés, souvent vendus aux restaurateurs, se sont moins bien écoulés pendant la période de confinement. On observe aussi des tensions sur la main d'œuvre.
Ménages	Construction et rénovation des logements, dont précarité énergétique	Cas particulier : leurs revenus ont été globalement préservés pendant la période de confinement et ils ont accumulé une épargne importante. Mais les plus modestes craignent pour leurs revenus.

Le volet climat du plan de relance français : environ 18 milliards d'euros sur deux ans

Volet	Mesures	Montants
Rénovation énergétique	<ul style="list-style-type: none"> • Rénovation des logements privés • Rénovation des bâtiments publics • Rénovation des logements sociaux • Rénovation des TPE/PME 	6,7 Mds
Décarbonation de l' industrie	<ul style="list-style-type: none"> • Décarbonation de l'industrie 	1,2 Mds €
Mer	<ul style="list-style-type: none"> • Verdissement des ports 	200 M €
Infrastructure et mobilités vertes	<ul style="list-style-type: none"> • Plan Vélo, projets de transport en commun • Plan de soutien au secteur ferroviaire • Verdissement du parc automobile de l'Etat • Aide à l'achat de véhicules propres 	8 Mds €
Technologies vertes	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'une filière d'hydrogène vert en France 	2 Mds €
Total « climat »		18 Mds €

Des points de vigilance demeurent, et ce n'est pas qu'une question de financements

Points de vigilance sectoriels

- Bâtiment – structuration d'une filière de rénovation globale
- Hydrogène – incertitudes sur les coûts et usages de l'hydrogène décarboné
- Ferroviaire – l'apport de financements ne suffit pas
- Mobilité – mettre fin aux aides pour les véhicules thermiques

Points de vigilance transversaux

- Besoins d'investissements calculés à partir de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) actuelle
- Intégrer l'impératif de l'adaptation
- Soutenir les capacités à investir et à structurer des projets des porteurs de projet – et notamment les collectivités locales
- **Suivre l'efficacité** de ces dépenses en termes de transformation de l'économie

Merci pour votre attention !
hadrien.hainaut@i4ce.org